

Déclaration d'investisseurs sur le 3^{ème} anniversaire de la tragédie du Rana Plaza, 24 avril 2016

Trois années se sont écoulées depuis l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza au Bangladesh, qui a fait plus de 1100 victimes parmi les ouvriers du textile et 2600 blessés. Cette tragédie de masse attire l'attention sur les violations des droits de l'Homme systématiques dans le secteur textile, ainsi que sur l'incapacité du gouvernement du Bangladesh et des programmes de mise en conformité des entreprises de créer des lieux de travail sûrs et sains qui respectent et protègent la vie des travailleurs.

À titre de réponse immédiate, à la suite de la crise d'avril 2013 au Bangladesh, plus de 200 investisseurs institutionnels au niveau mondial, représentant plus de 3100 milliards de dollars d'actifs gérés ont enjoint les entreprises de : signer la convention sur la sécurité des bâtiments et la protection contre les incendies, qui inclut des syndicats, des entreprises et des organisations non gouvernementales ; s'engager à renforcer, au niveau local, les syndicats et la garantie d'un salaire décent pour tous les travailleurs ; rendre publics la liste de leurs fournisseurs, y compris ceux du Bangladesh, et veiller à ce que des mécanismes de réclamation et de recours efficaces, y compris l'indemnisation, soient mis en place pour les travailleurs concernés et leurs familles.

Certaines mesures positives ont été prises. Un nombre sans précédent de marques mondiales et des détaillants ont collaboré pour faire face aux menaces immédiates et à court terme pour la sécurité des travailleurs dans le secteur de l'habillement.

- **La collaboration internationale** : Plus de 200 entreprises provenant de 20 pays ont adhéré à la convention sur la sécurité des bâtiments et la protection contre les incendies, un accord juridiquement contraignant, où les organisations syndicales et les entreprises participent à la structure de gouvernance en tant que partenaires égaux.
- **Les inspections d'usine/réhabilitation** : L'Accord a effectué plus de 1,600 inspections et l'Alliance pour la sécurité des travailleurs, une initiative distincte formée par les entreprises américaines, a effectué environ 650 inspections. L'accord a publié des rapports d'inspection détaillés sur les problèmes constatés dans les inspections d'usine et le statut des plans de mesures correctrices.
- **Réponse** : Les organisations non gouvernementales et les investisseurs ont plaidé pour que les entreprises puissent contribuer au fonds fiduciaire de donateurs du Rana Plaza et un certain nombre d'entreprises ont largement contribué à atteindre l'objectif de 30 millions de dollars destiné à dédommager les victimes et leur famille pour les soins médicaux et la perte de revenus.

Alors que les inspections d'experts ont identifié des milliers de questions, la grande majorité des plans d'actions correctrices ont pris beaucoup de retard. L'absence de remise en état rapide peut en partie être le résultat d'un manque de financement.

Le droit du travail bangladais nécessite la mise en place de comités de sécurité direction-employés dans chaque usine de confection de vêtements. Le gouvernement a retardé la publication des règles et procédures pour la création des comités de sécurité. Maintenant que les règles ont été rendues publiques, nous sommes préoccupés par le fait que les comités de « worker-participation », souvent sous le contrôle de la direction de l'usine, sont censés désigner les représentants des travailleurs aux comités de sécurité, plutôt que d'organiser des élections démocratiques. Cela nuirait à la crédibilité de ces comités pour identifier de manière indépendante et faire face aux menaces à la sécurité des travailleurs. Lorsqu'ils sont correctement mis en place, les comités de sécurité peuvent

être un mécanisme institutionnel efficace pour détecter et prévenir les problèmes de sécurité qui mettent en péril la santé et la sécurité des travailleurs, et ainsi éviter une autre catastrophe.

En dépit de ces actions collectives ainsi que des investissements considérables dans le secteur textile en mutation, investisseurs, nous, soussignés sommes préoccupés par l'absence de progrès notables dans la lutte contre les problèmes systémiques persistants qui continuent, non seulement à mettre les travailleurs en dangers, mais présentent aussi des risques financiers et de réputation significatifs pour les entreprises et les investisseurs. Il reste encore beaucoup à accomplir au cours des deux années restantes de l'engagement d'une durée de 5 ans, et une transparence accrue est essentielle pour permettre aux investisseurs de mieux comprendre et d'apprécier quel niveau de progrès sont accomplis au niveau des entreprises.

Par conséquent, nous appelons les entreprises à :

- 1. Dédier des ressources financières suffisantes et mettre en place des conditions commerciales permettant aux usines locales d'assurer la réhabilitation et communiquer sur la nature et le montant de ce soutien financier.**
- 2. User de leur influence quand cela est possible pour créer les conditions d'un environnement propice à la formation de véritables comités de sécurité au travail proactifs et indépendants.**
- 3. Publier la liste de leurs fournisseurs et sous-traitants, en commençant par ceux situés au Bangladesh.**

Enfin, nous appelons les entreprises, l'Accord et l'Alliance à s'engager au-delà de 2018 afin de compléter le processus de réhabilitation ; à collaborer avec les autres parties prenantes ; à soutenir un salaire minimum vital pour les ouvriers du textile ; et à créer un environnement dans lequel les travailleurs sont en mesure d'exercer leurs droits reconnus au niveau international, de s'associer librement et de mener des négociations collectives. Nous espérons que l'action collaborative aboutira à la transformation du secteur du prêt-à-porter du Bangladesh et servira de modèle de réussite à reproduire dans d'autres marchés et secteurs.